BARREAU de TOULOUSE

Séance solennelle
d'ouverture
de la
conférence
du Stage

2 Mars 1990

DISCOURS
de M. le Bâtonnier PECH de LACLAUZE

**L'arc et la massue
ou de la justice à l'homme révolté**
par Maître Michel AVENAS

Prix Alexandre Fourtanier

Médaille d'Or

Eloge de femmes
par Maître Dominique JOSSE

Prix Henri Ebelot

Médaille d'Argent

Eloge de Femmes

Olga PETIT
Jeanne CHAUVIN
Marguerite DILHAN
Maria VERONE

Monsieur le Premier Président,
Monsieur le Procureur Général,
Monsieur le Bâtonnier,
Mesdames, Messieurs
Mes Chers Confrères,

Eloge de femmes, éloge de quatre femmes, Olga PETIT, Jeanne CHAUVIN, Marguerite DILHAN, Maria VERONE.

Eloge de leur talent, de leur tenacité, de leur courage et de leurs succès.

Eloge de quatre femmes au travers d'une loi, au travers d'un combat, qui eut lieu au début de ce siècle, en 1900, un combat pour obtenir la possibilité de plaider, de devenir Avocat.

Dans un article unique, le 1er décembre 1900, on reconnaîtra que les femmes munies des diplômes de licenciées en droit pourront exercer la profession d'Avocat.

Pour la première fois, se trouvent "officialisés" l'Avocat et la femme.

L'Avocat - l'homme Avocat on le connaît sous les noms de conteur, de parlier, d'avantparlier, de clamatores, de legis doctores au XIIIe siècle, d'Advocati au Bas Empire et si peut-être jusqu'à la dernière réforme qui nous touche de près : 1971, leurs prérogatives ont évolué, leur rôle n'a jamais changé : aider, conseiller, défendre, plaider.

Mais la femme ? La femme Avocat, ou Avocate depuis peu, celle qui en 1900 tente ce combat, qui est-elle ? Rappelez-vous.

Cette femme en 1900, elle porte corset, bottines et jupons, ses longs cheveux seront pour quelques années encore relevés dans un chignon, sur lequel sera fichu un chapeau paré de quelques plumes.

Quand cette femme se pique d'intelligence :

- c'est Colette, qui écrit sous le nom de Willy
- c'est Camille CLAUDEL, qui sculpte sous le nom de RODIN
- c'est encore Alma MALHER, muse de son époux, alors même qu'elle avait déjà écrit deux cents lieder avant de le rencontrer,
- c'est encore Marie MILEVA, collaboratrice oubliée, trop oubliée de son mari Albert EINSTEIN.

Plus qu'une tête douée de raison, la femme de 1900 est une femme d'ornement et de dévouement.

Mais qu'est-ce que la femme devant la Loi ?

En 1900, le Code Civil a presque cent ans.

La femme sait que célibataire, majeure elle jouit des mêmes droits civils que l'homme.

Mariée, elle perd immédiatement toute capacité civile. Elle est au même rang que les incapables, les mineurs, les enfants, les interdits et tous ceux qui n'ont pas le cerveau suffisamment équilibré pour se diriger seuls dans la vie.

Si la famille est dissoute par séparation ou par décès de l'époux, elle retrouve la capacité civile qu'elle avait avant le mariage.

Pourquoi fallait-il punir ainsi la femme qui se marie ? Fallait-il dans cette logique déclarer que la femme en se mariant commet une telle sottise qu'il faille immédiatement la mettre avec les fous et les enfants ?

C'est pourtant celle-ci qui va revendiquer un jour le droit de plaider, aidée en cela par quelques hommes courageux et précurseurs.

Mais ce droit n'a-t-il pas été déjà donné il y a plusieurs siècles à une femme ?

Rappelez-vous. "Salve Regina. Advocata Nostra".

Voilà près de huit siècles, quatre fois par jour, dans les abbayes Clunysiennes et Cisterciennes, prévôts, aumoniers, moines, tous répétaient cette prière à la Vierge, "Salve Regina, Advocata nostra".

Vierge Marie, Mère de Miséricorde, Avocate des pêcheurs, plaidez, intervenez auprès de Dieu le Père et auprès de Jésus Christ, votre fils, pour miséricorde et rédemption.

Il y huit siècles donc, une femme plaidait, c'est dire que le droit de défendre, d'intervenir, d'expliquer, de justifier, d'aider et d'assister, lui était reconnu.

Croyez-vous que moines, prévôts, aumoniers, cisterciens ou clunysiens auraient octroyé ces droits à une femme, si ce n'avait été la Vierge Marie ?

C'est dans cette époque où la femme est présente et même représentée comme un objet d'envie et de plaisir, lumineux et rieur que Jeanne CHAUVIN va entamer un combat et ternir pour certains cette image.

Jeanne CHAUVIN veut plaider.

La revendication est énorme, l'accession aux diplômes très dure. Car n'oublions pas que si Jeanne CHAUVIN a été inscrite dès la promulgation de la Loi au Barreau de Paris, c'est bien avant qu'elle tenta d'accéder à cette profession, car nantie de diplômes en 1892, elle présente sa thèse "Professions accessibles aux femmes en droit romain et en droit français".

Le chahut organisé par ses condisciples lors de la soutenance de cette thèse est à la mesure du sujet choisi par celle-ci.

Ce chahut, en réalité, n'est que le révélateur, que les prémices des difficultés qu'elle rencontrera quelques années plus tard, lorsqu'elle fera sa demande pour être inscrite au Barreau.

Lorsque cette demande sera faite et qu'un refus lui sera opposé, croyez-vous que ce refus sera directement lié à cette fameuse minorité

ou à cette fameuse incapacité ? Point du tout. Le refus a été simple, clair et s'est voulu incontournable.

Jeanne CHAUVIN se présente devant la Cour de Paris, le 26 novembre 1897, son Bâtonnier est absent, le Procureur Général prend ses réquisitions : parce qu'un Avocat peut être amené à compléter un Tribunal, parce que la femme ne peut être Magistrat, elle ne peut donc être Avocat.

La logique est implacable. Elle aurait pu sans la volonté de Jeanne CHAUVIN se perpétrer pendant de longues années, car Messieurs les Magistrats, la première femme autorisée à exercer votre profession, ne l'a été qu'en 1946. Votre profession, Mesdames, est beaucoup plus jeune que la notre et s'il ne doit être reconnu qu'un mérite aux Avocates, reconnaissez leur celui de l'ancienneté.

Cette logique du Procureur Général BERTRAND pèsera sur Jeanne CHAUVIN, pendant trois ans. Trois ans qui seront nécessaires pour obtenir une loi grâce à son courage, mais également grâce à l'impulsion de certains hommes : Léon BOURGEOIS, Paul DESCHANEL, Raymond POINCARÉ et René VIVIANI. Eux aussi ont pris l'initiative de cette loi.

1^{er} décembre 1900, dans un article unique il est dit :

"A partir de la promulgation de la présente loi, les femmes munies de diplômes de licenciées en droit seront admises à prêter le serment prescrit par l'article 31 de la loi au 22 ventose an XII à ceux qui veulent être reçus Avocats et à exercer la profession d'Avocat sous les obligations réglées par les textes en vigueur".

Vous entendez d'ici les commentaires.

Les opinions étaient fort diverses. Un des premiers à s'exprimer fut J.R. en la personne de Maître Jean ROZES.

Il prit la chose avec beaucoup d'humour, puisque pour lui, après tout, le Palais allait être envahi par un essaim de frais minois et par quelques jolies bouches éloquentes. "Pensez-vous, disait-il, que nous pourrions apercevoir bientôt avec ravissement au bout des couloirs du Greffe quelques élégantes toges, dont les vides et les pleins laisseront deviner les lignes du corsage ? ...".

Certes, il considérait que cette profession était bien inutile et bien dangereuse pour cette femme de constitution fragile, qui n'aurait sans doute pas la force, ou tout au moins la tenacité d'arriver.

Mais il eut quand même cette délicatesse de penser que si jamais elle rentraient dans le Palais elles y trouveraient l'accueil le plus aimable, mais, car il y a toujours un mais, certaines conditions devaient être remplies.

"Nous les accueillerons, nous leur ferons le plus aimable accueil, disait-il, à condition que ce soient pas de vieilles filles édentées, de farouches carabosses à lunettes, hérissées de procédure. Pour peu qu'elles soient de gentilles petites stagiaires et pour peu que leur féminité se trahisse aux plis harmonieux de leur robe, nous serons à leurs pieds et nous leur dirons "Ma Chère Consœur", "Ma Chère Maîtresse".

Incontestablement, aux yeux de Monsieur ROZES la femme dépassait l'Avocat.

Le Bâtonnier Paul DUSERM, lui, n'a jamais caché ses doutes, ni son opinion sur le rôle de la femme : "Contentez-vous, disait-il, de demeurer des épouses respectées, des amantes et des mères et croyez qu'auprès de ceux que vous aimez, la plus subtile des éloquences c'est la douceur de votre sourire".

Au mépris de ces commentaires, Olga PETIT suivie de Jeanne CHAUVIN, quelques jours plus tard, s'inscrivait au Barreau de Paris.

Maître Marguerite DILHAN prêta serment le 13 juillet 1903 pour s'inscrire au Barreau de Toulouse.

Ces femmes allaient vite démontrer qu'elles n'étaient pas seulement de "jolis minois". A la fierté du titre, il fallait ajouter l'ivresse de l'action.

C'est mal connaître la nature féminine que de penser qu'elles n'iraient pas jusqu'au bout de leur choix, en exerçant l'ensemble des prérogatives de la profession d'Avocat.

Quelques mois après avoir prêté serment, le 26 novembre 1903, Marguerite DILHAN plaidait aux Assises de la Haute-Garonne.

L'affaire n'est pas banale. Un homme est assassiné par les parents de sa femme, tout à la fois complices et accusés. Ils comparaissent devant la Cour d'Assises de la Haute-Garonne.

Le crime est passionnel, le climat passionné.

Qui oserait choisir une femme, si ce n'est une autre femme ?

Maître Marguerite DILHAN allait donc défendre la belle-mère.

Ce fut un grand procès.

Inutile de dire qu'une femme défendue par une autre femme attira les foules. Les chroniqueurs aussi étaient présents.

Leur première impression est significative : l'attention du lecteur sera d'abord, mais systématiquement attirée sur la tenue de Marguerite DILHAN.

On croirait à la présentation d'une collection de mode. "Maître Marguerite DILHAN entre sous une toge noire, relevée d'hermine, qu'elle porte très coquettement, avec une toque gentiment posée sur des cheveux châains fort abondants", ou encore, "très crâne, très jolie, très expressive, elle entre avec son casque de cheveux bruns, entourant des sourcils résolus et des yeux mobiles".

Et puis, enfin il y aura aussi l'inévitable commentaire de Monsieur le Bâtonnier Paul DUSERM, qui considérera que "sans la coiffure qui trahissait son sexe, on aurait pris facilement la jeune femme, sous ce costume androgyne, pour un joli adolescent encore imberbe".

Mais, heureusement, heureusement pour la foule, il y avait l'éternel féminin qui émergeait et ce brin de coquetterie qui finalement permettait de retrouver la femme chez l'Avocat. Et ceci, dira-t-on "par l'arrangement soigné de ses cheveux, par le fin rabat allongé, par un petit col droit aux pointes cassées d'où sortait une nuque dégagée, un parfum très discret dont la petite toque d'ailleurs s'était imprégné".

Vint enfin la plaidoirie et sous cette toque gentiment posée et parfumée, dans cette robe noire, il y eut, nous dit-on une voix un peu grêle, aux modulations de flûte, qui parviendra petit à petit, à convaincre les jurés et à faire en sorte que ceux-ci ne prononcent que dix-huit mois d'emprisonnement.

Hélas, Marguerite DILHAN, suivant la tradition, le Président de la Cour d'Assises n'a su vous remercier, qu'en vous disant "que la justice avait triomphé de l'éloquence". Vous êtes passée outre et vous avez eu raison.

Il faut reconnaître aussi, que s'il y avait autour Me Marguerite DILHAN certaines personnes qui faisaient preuve d'un humour plutôt grinçant, il y avait aussi et surtout, tous ceux qui considéraient son courage et sa vaillance.

Ainsi, Monsieur le Bâtonnier ESTINGOY la décrivait comme quelqu'un de patient, de courtois et reconnaissait en elle un caractère admirable et un cœur extraordinaire.

Après les Assises, il eut lui aussi le courage de considérer que cette épreuve était une étape décisive dans la vie professionnelle de cette femme.

Cette étape ne fut que la première.

— En 1928, Maître Marguerite DILHAN sera vice-Présidente de l'Association Amicale des Avocats de France. Elle fera également partie du Conseil Directeur de l'Association Nationale des Avocats.

— En 1933, elle sera élevée à la dignité de Chevalier de la Légion d'Honneur, au titre du Ministère de la Justice.

— En 1949, elle recevra les insignes d'Officier de la Légion d'Honneur des mains mêmes de Monsieur le Président ESCUDIER, ici dans la bibliothèque qui l'avait accueillie en 1903.

— Et puis enfin, en 1953, elle fêtera ses noces d'or avec le Barreau, sous le Bâtonnat de Monsieur DUPEYRON.

Que de chemin parcouru pour cette femme si frêle, dont on disait lors de son arrivée au Barreau "qu'elle avait un prénom plutôt idyllique, qui rappelait cette fleur "margarita campestri" et que sous ce nom bucolique et féminin, on ne s'attendait pas à rencontrer une si belle ardeur".

La femme Avocat fit ses preuves à Toulouse avec Marguerite DILHAN.

A Paris, le même combat a été mené par une autre femme, Maria VERONE dont le buste orne l'entrée de la Cour d'Appel de Paris.

Simple stagiaire, Maria VERONE était déjà un grand Avocat. Elle apportait à la Barre une maturité d'esprit et un talent d'orateur qui ne s'acquièrent pas.

Maria VERONE était une violente protestation contre l'injustice. Intelligente et éclairée, sa discussion était faite de science, de logique, d'humanité.

C'est par Maria VERONE que l'on a commencé à dénoncer toutes les anomalies qui permettaient alors de traduire devant le Tribunal Correctionnel des enfants de 7, 8, 9 et 10 ans.

C'est encore grâce à Maria VERONE que la Cour d'Appel de Paris va déférer cette fameuse puissance paternelle à la mère, lorsque l'intérêt de l'enfant l'exige.

Maria VERONE, c'est encore elle qui prend la défense des antimilitaristes.

Maria VERONE c'est aussi et peut-être surtout, celle qui a collaboré à différentes publications, "La Fronde", "La Paix", "Le Droit des Femmes".

Les raisons de combattre ne manquaient pas, mais il en est une qui prédominera : le droit de vote.

Pourquoi les femmes veulent-elles voter ? Ce n'est pas pour imiter purement et simplement les hommes, ce n'est pas par sottise vanité, ce n'est pas non plus pour le plaisir d'aller tous les deux ans, ici pour les élections législatives, là pour les élections municipales, porter dans l'urne un petit bulletin de papier.

Le suffrage pour la femme de 1907 n'est pas un but, mais un moyen.

- un moyen pour réorganiser la famille
- pour défendre leurs biens
- pour défendre leur dignité
- pour conquérir leur droit de mère
- pour défendre leurs enfants
- pour accéder à toutes les carrières
- pour obtenir l'application du principe à travail égal, salaire égal.

- pour accéder à cette fameuse égalité qui ne sera reconnue dans les textes qu'en 1982.

1900, éloge de quatre femmes au travers d'une loi, au travers d'un combat.

Le Code Civil a un peu plus de cent ans.

Quel travail effectué par Olga PETIT, Jeanne CHAUVIN, Marguerite DILHAN, Maria VERONE, qui à elles quatre ont petit à petit creusé ce sentier, mais qui sont restées pendant longtemps très isolées.

Imaginez leur solitude.

En 1931, il y avait deux cents stagiaires inscrits et sur ces deux cents stagiaires, seulement deux femmes.

Rappelez-vous qu'il faudra attendre 1969 pour voir entrer au Conseil de l'Ordre la première femme Avocat, Maître RIVOIRE DEDIEU ANGLADE.

Rappelez-vous enfin, que c'est en 1970 qu'ici, dans notre Barreau Toulousain, il y eut plus de femmes inscrites que d'hommes.

Que doit-on dire aujourd'hui en 1990 ?

Doit-on toujours considérer qu'il y a danger pour la profession à voir autant de femmes inscrites, puisqu'aujourd'hui nous sommes plus nombreuses que vous, ou doit-on dépassionner les débats ?

La sagesse l'a emporté sur la déraison.

Si aujourd'hui nous sommes tournés vers l'ouverture sur les Barreaux internationaux, c'est peut-être parce que nous avons compris et nous avons appris, que c'était ensemble, que c'étaient les hommes et les femmes, chacun avec leurs différences, chacun avec leurs particularités, que nous pourrions justement faire avancer cette profession et l'enrichir par les talents de chacun.